

Chroniques de "la vraie base". La constitution et les transformations du réseau associatif immigré à Nanterre

In: Politix. Vol. 3, N°12. Quatrième trimestre 1990. pp. 54-69.

Citer ce document / Cite this document :

Dazi-Heni Fatiha, Polac Catherine. Chroniques de "la vraie base". La constitution et les transformations du réseau associatif immigré à Nanterre. In: Politix. Vol. 3, N°12. Quatrième trimestre 1990. pp. 54-69.

doi : 10.3406/polix.1990.1424

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_1990_num_3_12_1424

Chroniques de la «vraie base»

La constitution et les transformations du réseau associatif «immigré» à Nanterre

Les pleins feux aveuglent toujours ceux sur lesquels ils sont braqués, et le malaise que les journalistes éprouvent pour le béton des cités n'est pas nouveau. Aller sur le terrain ? Ce n'est pas de tout repos. Les cités ne sont guère hospitalières. Pas de bureau de presse ni de "délégué" rompu aux relations publiques. Le visiteur d'un jour est happé, manipulé, mené en bateau. Des pétards peuvent être glissés dans ses poches, sa bourse accrochée. Le contact est toujours difficile. Les taxis ne vont pas toujours trouver des interlocuteurs dans les centre-ville. Et le contrôle des sources ? Sans importance le plus souvent : les choses sont tellement compliquées dans ces cités maudites qu'on peut en dire n'importe quoi sans prendre le risque d'être contredit. Ahmed Boubeker, Nicolas Beau, Chroniques métissées, 1986.

Maintenant, ils ont cassé presque tous les bidonvilles à Nanterre, mais dans nos têtes et nos mentalités, ils existent toujours. La vie dans un bidonville, c'est une chose qu'on n'oublie pas. On a eu tellement la rchouque, la honte, qu'il nous en restera toujours quelque chose.

François Lefort, *Du bidonville à l'expulsion*, 1980.

ON NE COMPTE PLUS les ouvrages, les récits et les témoignages ayant pour protagoniste la jeunesse des banlieues, celle des "cités périphériques" avec ses "lascars", ses "zonards" et ses "nouveaux militants maghrébins". Cette légende dorée des "cités maudites" voit se succéder, comme autant de "combats" et de "luttres d'avant-garde", les stratégies de contournement ou de dérision, de bluff ou d'esquive¹ des jeunes immigrés des cités. Récits de réhabilitation intronisant une "vraie base"², intransigeante, jalouse de son autonomie et rebelle à toute forme de délégation, il y est toujours question de redonner du sens, un sens exemplaire, à une population que par

ailleurs on aime à dire "aliénée"³. Les jeunes des cités y font l'objet d'une représentation unifiée, apparaissent sous les traits de "lascars", de "gavroches" des zones industrielles, s'auto-organisent dans des comités afin de refuser la médiation des "beur-geois parisiens". Cette opposition structurante entre d'authentiques "lascars"⁴ des banlieues, "la vraie base", et des "beur-geois usurpateurs de la représentation" qui "se servent des beurs pour mettre du beurre dans leurs épinards" court la littérature journalistico-sociologique : "Le peuple des cités crie famine mais la presse se contente de retranscrire le délire des salons beurs parisiens"⁵. Ce travail de réhabilitation (qui livre en passant maintes informations sur les formes et les pratiques de résistance et d'expression réactives des jeunes des banlieues aux effets de la disqualification sociale) fait l'objet d'une quasi-spécialisation assumée principalement par des journalistes-sociologues engagés dans la mouvance associative. Ils sont eux-mêmes aussi, souvent, issus de l'immigration, mais d'une autre immigration, celle qui a moins connu les cités de banlieues que les amphes de l'université (et souvent de sociologie). Ce discours critique "d'intellectuels de terrain" se trouve en situation de quasi-monopole dans la production du label "jeune immigré des banlieues".

Une telle imagerie contribue à occulter l'hétérogénéité de cette population des jeunes des cités, la multiplicité des trajectoires individuelles. C'est dans "la galère", système partagé d'action, orienté par "la désorganisation, l'exclusion et la rage"⁶ que s'ancre malgré tout la possibilité, labile et incertaine, d'une mise en forme collective d'expériences propres à la vie des cités. Cependant, si l'expérience de la galère rend compte de l'univers des banlieues, avec

1. Boubeker (A.), "Le bluff des lascars", in *Bulletin de l'Agence Im'média*, ("Les beurs face aux urnes"), n°3, printemps 1986.

2. Pour ne citer que les ouvrages évoquant une exemplarité de l'avant-garde nanterrienne, cf. Abdallah (M. H.), "Jeunes immigrés hors les murs", *Questions clefs*, n°2, mars 1982 ; l'ensemble des publications de l'agence Im'média ; Boubeker (A.), Beau (N.), *Chroniques métissées : histoire de France des jeunes arabes*, Paris, Alain Moreau, 1986 ; Lefort (F.), *Du bidonville à l'expulsion*, CIEMM, 1980 ; Jazouli (A.), *L'action collective des jeunes maghrébins de France*, Paris, CIEMI-L'Harmattan 1986.

3. Cf. "Le coup de la résistance populaire", in Grignon (C.), Passeron (J.-C.), *Le savant et le populaire*, Paris, Seuil/Gallimard, 1989, pp. 88-94.

4. "Lascar" : cette appellation a été popularisée par Mogniss Ahmed Abdallah pour qualifier les jeunes des banlieues qui vivent en bande, style "Pieds-Nickelés" et "Titi parisien". C'est aussi le malin qui emploie des chemins détournés ou répréhensibles pour parvenir à ses fins. Mogniss fait, par ailleurs, référence à l'origine persane de ce terme : c'est un soldat goguenard en permission qui vit en groupe (entretien, 28/8/90) ; voir aussi "Jeunes immigrés hors les murs", *Questions clefs*, n°2, mars 1982.

5. Boubeker (A.), Beau (N.), *Chroniques métissées*, op. cit., p. 108.

6. Dubet (F.), *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987, pp. 67-93.

notamment l'émergence de formes d'actions éphémères et éclatées, parfois inscrites dans des projets associatifs, elle ne les recouvre pas entièrement. Il existe, en effet, des modes de sortie de la galère pour les jeunes, par la professionnalisation dans l'animation socio-culturelle, et des tentatives balbutiantes d'accès à l'espace politique local via le militantisme associatif. Mais, surtout, les formes d'actions de cette "vraie base", animée et orientée autour des "problèmes des cités" (expulsions, crimes racistes, problèmes de logement) par des "médiateurs" souvent extérieurs aux cités, sont l'occasion de saisir la manière dont sont créées les conditions d'une cristallisation réactive de l'ordre délétère de la "galère". Ce sont précisément ces moments de mise en forme, auquel le "bavardage" des étiquettes¹ n'est pas étranger, qu'il faut interroger. C'est dans une sorte de transaction, perpétuellement réactivée, entre des formes et des pratiques de sociabilité de cité et un travail spécifique de nomination et d'organisation, effectué pour et avec les jeunes par une "intelligentsia maghrébine", que le label "jeunes immigrés des banlieues" a pu prendre forme et consistance. Cette chronique de la "vraie base" nanterrienne voudrait rendre compte de quelques-unes de ces figures².

Le réseau Gutenberg

La population immigrée à Nanterre se caractérise d'abord par la persistance d'une structure communautaire et villageoise typique des années cinquante. Il s'agit d'une immigration ancienne composée de maghrébins, essentiellement d'algériens, qui viennent des mêmes régions d'Algérie : de l'Oranie (Maghnia, Tounane, Ghazaouet), et de l'Est Suafa (El Oued, Oued Souf). L'immigration marocaine présente des similitudes remarquables. Ces derniers proviennent de la frontière algéro-marocaine (Oudja) et de l'Est (Casablanca). La ville de Nanterre apparaît dès 1965 comme la ville la plus "bidonvillisée" de France. Aux bidonvilles succèdent au début des années soixante, mais surtout dans les années soixante-dix, les cités de transit, et parmi celles-ci la cité Gutenberg, situées à la périphérie de la ville, reléguées et invisibles. La

population immigrée représente 22% de l'ensemble de la population. Un habitant de Nanterre sur cinq est un immigré. Les particularités de cette population tiennent, en premier lieu, à son ancienneté, ensuite à la multiplicité des déplacements qu'elle a eu à connaître en terre d'émigration (immigration au Maroc et en Tunisie liée à la politique coloniale de déplacement des populations d'abord, à la guerre d'Algérie ensuite). Originaires de mêmes régions et ayant eu à connaître le même bidonville avant la cité de transit, les populations immigrées des cités de transit se caractérisent donc par des pratiques unifiées qui ont soutenu les actions collectives de Gutenberg.

La mobilisation Gutenberg

L'analyse des pratiques de sociabilité est essentielle pour comprendre la mise en forme des groupes de jeunes issus de l'immigration, elle s'appuie sur le réseau d'inter-connaissance qui s'est tissé à la cité de transit Gutenberg. Le terme de réseau désigne ici les relations affinitaires nouées dans l'action collective contestataire et les expériences vécues en commun pendant les années 1982-1984. Ce système de relations s'est stabilisé un moment au sein de l'association Gutenberg. Avec la résorption de la cité en 1984, les références territoriales de la mobilisation ont disparu, ainsi que l'association. Mais la mémoire de ces liens affinitaires a permis d'autres formes postérieures de cristallisation. Notre propos n'est pas de retracer l'histoire de la mobilisation à la cité blanche, qui a fait l'objet de plusieurs publications souterraines souvent citées en exemple dans les ouvrages portant sur "la mouvance beur", mais de considérer le développement de l'action collective contestataire de ces jeunes comme étant à l'origine du mouvement associatif nanterrien "immigré". La référence partagée au Mouvement Gutenberg ainsi que les ressources accumulées, l'expérience de la lutte et de la mobilisation fournissent des éléments pour expliquer leur quasi-monopole dans l'espace associatif nanterrien.

Gutenberg n'était qu'une cité de transit parmi d'autres, elle est devenue la cité de transit par excellence. La mort d'Abdenbi Guemiah en novembre 1982, abattu par le 22 long riffle d'un pavillonnaire, amorce un processus de mobilisation qui se donne pour objectif certes la condamnation du meurtre, dont il sera organisé un procès "exemplaire"³, mais aussi le relogement de tous les habitants des cités de transit en France. L'exemplarité du cas nanterrien est le résultat du travail de mise en forme et de médiatisation effectué à la fois par les frères Abdallah, étudiants "gauchistes" et fondateurs de l'agence IM' média, et par un "curé-missionnaire" des banlieues, le père Lefort.

Les «frères Mao-gniss»

Mogniss et Samir, de mère danoise et de père artiste-peintre égyptien, se présentent volontiers comme de "jeunes

1. Il faut relever, au passage, que les taxinomies locales sont souvent complexes puisqu'elles distinguent les "beurs" des "khokhs", les "blédardes" des "beurettes" alors que "le lascar" n'a pas d'équivalent au féminin. Le terme "khokh" signifie "pêche" dans le dialecte maghrébin, il désigne le "beauf" arabe des banlieues. Le groupe de rock Carte de séjour l'a popularisé dans une chanson intitulée "La khokhomanie".

2. Les citations de ce texte, sauf indications contraires, sont extraites de quelques-uns des dix-huit entretiens effectués du 20 février au 24 septembre 1990 auprès de "jeunes immigrés" et de "jeunes issus de l'immigration" (animateurs sociaux, présidents d'association ou membres d'associations) vivant à Nanterre ou ayant milité à Nanterre. Nous remercions toutes les personnes qui ont accepté de nous recevoir à de multiples reprises. Le caractère oral des propos a été maintenu. Les noms de personnes et d'associations ont été dissimulés ou conservés lorsque la trop grande visibilité des acteurs rendait impossible le camouflage.

3. Cf. "Procès d'un beauf «exemplaire»", *Bulletin de l'agence IM'média*, supplément au n°1, automne 1984, pp. 8-9.

immigrés métropolitains" dans les articles et les brochures qu'ils publient. Un travail de légitimation a cependant été nécessaire pour qu'ils puissent s'imposer comme porte-parole des jeunes des banlieues. Mogniss, l'ainé, est étudiant en sociologie à la faculté de Nanterre à la fin des années soixante-dix. C'est là qu'il fait connaissance avec les maos et se met "à l'écoute de la base". En effet, la faculté présente la particularité d'avoir été édifée à proximité du bidonville de La Folie et des cités de transit du Petit Nanterre. Etudiants aux études perturbées, qui ne se finissent jamais ou qui n'en finissent jamais de commencer, ils réinvestissent dans le militantisme les qualités accumulées par la familiarisation avec des pratiques intellectuelles universalisantes. Se proposant comme interprètes de la culture la plus légitime, celle de l'université, en direction des jeunes immigrés des cités, il leur faut à la fois proposer une théorisation des "lutes des cités" et parvenir à établir le lien avec les jeunes. Alors que les rapports entre les étudiants et les jeunes des bidonvilles voisins se caractérisent par une méfiance réciproque, les frères Abdallah parviennent à les inviter à manger au restaurant universitaire ou à utiliser les installations sportives. La faculté est aussi le lieu de mobilisation pour la campagne de soutien en 1979 contre l'expulsion pour atteinte à l'ordre public des frères Abdallah. Ils sont les instigateurs de "Rock against police", mouvement de coordination inter-cités de la mobilisation contre les crimes racistes et les expulsions *via* le rock. Mogniss dispose, de plus, d'un savoir-faire éprouvé en matière de communication : il est d'abord journaliste *free-lance*, animateur à Radio-soleil-Goutte-d'or, première radio "immigrée", puis à *Sans frontières*, premier hebdomadaire "immigré". Avec son frère, Samir, il fonde l'agence IM'média pendant l'été 1983 qui se donne pour tâche d'assurer la mise en scène des "jeunes immigrés des banlieues" à destination des médias. Ils se posent en médiateurs de "jeunes [qui] font aussi partie de la sacro-sainte «opinion publique»" et des "journalistes en mal de scoop"¹. Ils s'attacheront à généraliser la situation nanterrienne à l'ensemble du pays, en s'appropriant d'abord l'histoire du mouvement nanterrien au moyen de films, de la publication d'une histoire de la cité Gutenberg², puis en assurant la mise en ordre chronologique du mouvement des "jeunes des cités" en France³. Maîtrisant l'image publique des jeunes des cités et promouvant les thèmes de "l'auto-organisation" et de la coordination de toutes les cités françaises, les frères Abdallah, se sont fait reconnaître comme porte-parole d'une "vraie base", refusant les porte-parole :

"Ça se passait mal, on le voulait, nous on les connaissait les mecs qui sortent de l'ENA à force de les rencontrer, ceux

qui viennent faire un stage sur votre dos pour gérer la politique d'immigration. Nous, on ne voulait pas entrer dans le jeu parce qu'on savait que c'était des professionnels de la politique et du dialogue. Il n'y avait pas une seule personne qui parlait, pas de chef. On voulait que le maximum de gens prenne la parole. Quand ils posaient la question de la représentativité : «Vous êtes pas légitimes», on leur disait on s'en va et vous allez voir ce qui va se passer. On faisait des menaces aux incendies, des choses comme ça. C'est comme ça qu'on a réussi à débloquent beaucoup de choses" (Momo).

Pourtant, pour "les Gutenberg" la question de l'unité du mouvement, proclamée à l'extérieur, est toujours remise en question. Les "engueulades perpétuelles" et les rixes quotidiennes qui rythment la vie des cités y sont nombreuses. Michel Pialoux a montré que la "crasse" de la cité perçue comme telle à l'extérieur et à l'intérieur confère un important potentiel de violence au comportement quotidien du jeune zonard. Le poids du stigmate est tel que les habitants forment un groupe "divisé contre lui-même"⁴. Les jeunes se prêtent volontiers à une surenchère basiste, dénonçant les menaces de prises en charge "extérieures" d'une lutte qu'ils souhaitent circonscrire à l'espace de la cité. Les places et les rôles de "théoricien" pour Mogniss et d'animateur pour son frère doivent perpétuellement être renégociés avec les jeunes :

"On a eu beaucoup de bagarres, même des bagarres violentes à l'intérieur de notre groupe, il y avait des gens plutôt politiques et d'autres plutôt apolitiques. Moi je faisais partie de la mouvance Rock Against Police de Mogniss et Samir Abdallah et de l'association Gutenberg. C'était des gauchistes, certains les appelaient les «Maogniss», y en avaient d'autres qui étaient contre, ils pensaient que les politiques déplaçaient le vrai problème de la mobilisation : le logement" (Momo).

A la suite au mouvement de mobilisation et avec l'appui de différentes personnes extérieures (intellectuels, enseignants du supérieur, avocats, journalistes), la menace d'expulsion de Mogniss et Samir sera levée. Ils bénéficieront dès lors d'une légitimité auprès des jeunes immigrés des cités de transit de Nanterre, dont beaucoup ont fait l'objet d'arrêtés d'expulsion sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing.

Prêtre des cités

Parallèlement, mobilisant un autre registre, celui des "chrétiens solidaires des lutes des immigrés", une autre forme de prise en charge du soutien aux expulsables se met en place. François Lefort, fils de banquier, prêtre et médecin en est l'instigateur. Il a longtemps vécu parmi les jeunes des bidonvilles avec lesquels il s'est trouvé confronté

1. "Un carrefour entre jeunes, journalistes et nouveaux médias", *Bulletin de l'agence IM'média*, mai-juin 1984.

2. Reportage de l'agence Im' Media, *Nanterre, la diaspora urbaine*.

3. "Les jeunes, la police et la justice. Chronologie du mouvement", *Bulletin de l'agence Im' Média*, numéro spécial, décembre 1983.

4. Pialoux (M.), "Jeunesse sans avenir et travail intérimaire", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 26-27, 1979, p.21.

quotidiennement. Il part ensuite douze ans en Algérie où il se chargera notamment d'accueillir des expulsés de Nanterre et de Colombes. Il publie en 1980 un témoignage contre ces pratiques systématiques d'expulsion¹. F. Lefort revient à Nanterre après cinq ans d'absence. Il est nommé chargé de mission à la cité Gutenberg en novembre 1982, à la tête de l'association para-publique pour l'animation et la résorption des cités de transit. Il s'impose comme interlocuteur entre les pouvoirs publics et les jeunes. Dénoncé par Mogniss comme agissant dans "une logique d'assistanat qui vise à la négation de l'autonomie du mouvement", les jeunes brûleront sa voiture et l'agresseront violemment. Ces événements ainsi que les vaines promesses des pouvoirs publics faites à Lefort vont le conduire à démissionner en 1984. La majorité des jeunes se rallient alors à Samir et Mogniss qui prennent en main l'organisation du mouvement avec la transformation du club Gutenberg, à vocation socio-culturelle, en association Gutenberg, association-phare des futures marches pour l'égalité des droits et devenue emblématique, notamment pour les médias, de "l'action collective contestataire des jeunes maghrébins de France"².

Des "grandes gueules"

Les membres de ce groupe ont des caractéristiques sociales identiques, un parcours scolaire similaire, une expérience commune de l'exclusion. La plupart n'ont pas la nationalité française. Le plus souvent ils ne sont pas parvenus à obtenir les CAP qu'ils préparaient (chaudronnier, ajusteur, mécanicien). Dans leurs récits, la première prise de parole s'est effectuée à l'école où ils ont souvent exercé les fonctions de délégué de classe, contestant la ségrégation scolaire : "J'ai toujours été une grande gueule, j'ai appris cela à l'école [...]. Ils voulaient faire de nous une seconde génération d'immigrés prolétaires. Alors, on gueulait contre notre orientation. C'est là que j'ai appris qu'une grande gueule ça pouvait servir" (Nasser). La "carrière" de délinquant, que certains d'entre-eux ont emprunté, trouve à se reconverter, dans un répertoire d'action revendicatif, dans lequel la violence verbale tient une grande part. La solidarité des relations entretenues entre les membres du groupe doit beaucoup à ce sens partagé de la provocation et du "coup de gueule", mobilisé en de nombreuses circonstances :

"Je me suis complètement investi dedans : à cette époque là, j'avais surtout fait de la prison. De dix-sept à vingt-et-un ans, je faisais des aller-retour, c'était des coups et blessures avec armes, des conneries assez graves. Je suis resté plus de deux ans, j'ai été aussi expulsé, j'ai même été

clandestin pendant plus de six mois. Cette histoire d'association ça m'a vachement aidé parce que je m'en suis sorti socialement. C'est une sorte de révolte. Je préférerais me battre loyalement avec leurs propres armes en allant les emmerder dans les ministères. Je me suis «trouvé» à travers cette association, comme beaucoup de gens d'ailleurs"³.

L'identité se construit également à travers la mobilisation et les contraintes liées à l'organisation de l'action. Les pratiques de représentation directe et collégiale mises en avant par les résidents de Gutenberg jouent un rôle crucial dans la construction de l'identité du groupe. Manifestant la volonté de n'être représentés que par leurs pairs, ils ne pouvaient paradoxalement qu'accepter, comme leaders informels (et comme "théoriciens"), ceux qui les encourageaient à refuser la délégation et le leadership. Mogniss : "C'est vrai que nous ne sommes pas de la cité mais on a monté le Comité des résidents et l'association Gutenberg. La négociation c'est nous qui l'avons faite avec le préfet et le ministère des affaires sociales. On ne dit jamais que Lefort vient de Neuilly. Il n'est jamais visé par ces propos"⁴.

Les membres du groupe déploient des stratégies d'action fondées sur l'action directe et l'action défensive. Le recours à l'action directe (papeteries de la Seine et Prisunic brûlés, envois de courriers anonymes⁵) s'est révélé payant lors des luttes qui ont conduit à la résorption de la cité Gutenberg et les membres du réseau ont érigé la "théorie du rapport de force" comme composante essentielle de leur stratégie d'action. Ils prennent pour cible les autorités administratives ou politiques et leurs symboles (municipalités, préfecture, police) dans le cadre d'actions portant sur les expulsions, les crimes racistes, l'hostilité de la police et le logement. L'expérience de "la rage", décrite ailleurs par François Dubet⁶, marquée par des coups d'éclat éphémères se trouve confirmée ici.

La réactivation du réseau

En 1984, la résorption des cités de transit a provoqué l'éclatement du réseau Gutenberg : 95% des habitants ont été relogés dans des communes avoisinantes, les militants "immigrés" d'extrême-gauche, désormais occupés par leurs activités nationales, ont cessé de fréquenter les cités nanterriennes. Pourtant, sous la forme d'un réseau diffus, "ceux de Gutenberg", se retrouvent parfois pour des actions sporadiques. Aujourd'hui dispersés dans les communes

1. Lefort (F.), *Du bidonville à l'expulsion*, op. cit. Ce livre précède celui écrit en collaboration avec M. Nery, *Emigrés dans mon pays*, CIEMI-L'Harmattan, 1984. La situation de F. Lefort, à Nanterre, n'est pas sans rappeler celle du père Delorme, prêtre des Minguettes et instigateur de la grève de la faim en avril 1981 et de la Marche pour l'égalité de 1983.

2. Jazouli (A.), *L'action collective des jeunes maghrébins de France*, op. cit., p. 73.

3. Par analogie on peut penser à la reconversion des "bagarreurs de rue" (*streetfighters*) en boxeurs amateurs ou professionnels, cf. Wacquant (L. J. D.), "Corps et âme: notes ethnographiques d'un apprenti boxeur", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 80, 1989, pp. 33-65.

4. Entretien, 28 août 1990.

5. Il semble que l'association Gutenberg avait mis en place ce qu'il est convenu d'appeler une "branche armée" à la manière de la Gauche prolétarienne.

6. Dubet (F.), *La galère. Jeunes en survie*, op. cit.

environnantes, ils fréquentent, régulièrement le même café. Semi-professionnels de l'action militante "marginale", ils vivent toujours d'emplois intérimaires, aident à la constitution de coordinations ("Résistance des banlieues"), s'engagent dans des combats "périphériques" ("la double peine", la réinsertion des jeunes immigrés sortis de prison, le soutien aux expulsés) et s'investissent nationalement auprès des représentants "immigrés" les plus proches de l'extrême-gauche (soutien à Djida Tadzaït, élue "beur" de la liste Verte lors des élections européennes). Hostiles à toutes les associations prétendant représenter les jeunes immigrés des cités (SOS-racisme, France-Plus, Mémoire fertile), ils prônent l'établissement d'un rapport de force direct.

Ainsi, en 1990, ils renouent avec des formes de protestation qu'ils ont déjà expérimentées en novembre 1983. La séance publique du conseil municipal de Rueil avait alors été investie par une quarantaine de jeunes des cités de transit en signe de protestation contre une lettre du maire qui enjoignait les directeurs d'agences immobilières de ne pas reloger les familles dans sa commune. Ancien de la cité Gutenberg, Moussa, aujourd'hui âgé de trente-deux ans, père de quatre enfants, se retrouve à la rue. Une manifestation d'une quarantaine de personnes est organisée par le réseau Gutenberg et se termine à la mairie. Passant à proximité de la salle du conseil municipal, un ancien de Gutenberg glisse à l'oreille de Nasser : "Tu te souviens du conseil municipal de Rueil ?". C'est à son initiative que la bande de copains se retrouve au conseil municipal du 3 mai 1990, réactivée par le réseau Gutenberg pour un ancien de Gutenberg.

"Moussa, c'est un mec qui a grandi dans la cité Gutenberg, il a été relogé au Parc dans les années 76, il a toujours habité Nanterre. Il est en train de subir ce que ses parents ont subi il y a quelques années auparavant, ça veut dire que pour les enfants d'immigrés c'est un éternel recommencement. On a fait des adeptes de l'ouverture des portes, tant mieux [...]" (Nasser).

La salle du conseil est pleine, peut-être trop pour un conseil municipal ordinaire. Les deux élus "issus de l'immigration" sur la liste d'Union de la gauche, sont absents, comme d'habitude ou presque. L'atmosphère est tendue, les agents de sécurité de la mairie se tiennent devant la porte d'entrée, prêts à former un mur. Tout le monde a les yeux rivés sur la porte dans l'attente d'un événement annoncé : le "débarquement" impromptu de jeunes des cités. Suspense. L'attention se porte moins sur les débats du jour que sur les coulisses du conseil. Des anciens de la cité Gutenberg et d'autres jeunes entrent enfin dans la salle du conseil municipal afin de faire entendre leur colère à Madame le maire. Ils sont une quinzaine à s'agiter au fond de la salle pour décider qui parlera. Pour s'encourager à passer à l'action, beaucoup ont bu ou "fumé", plus que de

coutume. Nasser prend finalement la parole au nom du groupe pour exprimer la rage de tous ceux qui ont connu la misère du "transit" et pour dénoncer les conditions précaires de logement de Moussa, sa femme et de leurs quatre enfants dont l'un est paralysé à vie à la suite d'une chute du onzième étage lors du squatt. Aiguillonnés par les propos de Nasser, les autres prennent la parole en ordre dispersé : "Si vous vous bougez pas pour les vrais Nanterriens au lieu de faire venir les bureaucrates d'ailleurs, on vous garanti qu'à Nanterre ça va péter". Les autres en profitent pour lancer d'autres menaces ou s'adressent encore aux élus : "Si vous faites rien pour reloger Moussa et sa famille... Nanterre, c'est une bombe à retardement, un jour ça va exploser". Pour dissiper le trouble installé dans la salle, Madame le maire est prête à leur laisser la parole à la fin de la séance mais les heures défilent et les jeunes, lassés d'attendre, se retirent encore plus divisés sur la suite à donner à leur action, se reprochant l'un l'autre leurs interventions. Nous les suivons. Des policiers en civil aussi. Ils communiquent par talkie-walkie : "C'est bon, ils sont repartis à Suresnes" (notes de terrain, 3 mai 1990).

Amenés à s'approprier un territoire étranger, la salle du conseil municipal, les jeunes de Gutenberg n'ont à faire valoir dans ces lieux qu'une parole aux conditions de réalisation collective : la provocation et le coup de gueule. Venir dire son mot au maire, lui parler de "la merde des cités", "foutre la zone" au conseil municipal ne peut se faire qu'en groupe, pour le groupe, à destination de récits ultérieurs ("les faits d'armes") qui viendront commémorer la réaffirmation du "rapport de force". C'est pourtant le sentiment d'avoir raté leur coup qui les anime à l'issue du conseil. Menaçant toujours de discréditer le groupe, la provocation qui puise sa force dans le groupe, est défaite par le groupe, lorsque, l'alcool aidant, l'un d'eux commence à crier à n'en plus finir : "Le Tertiaire, le Tertiaire", sans que les autres ne puissent l'arrêter. Tous prenant la parole finissent par ne plus s'adresser aux membres du conseil mais par s'invectiver les uns les autres devant une salle médusée.

Gutenberg et les autres

La résorption des cités de transit et la dislocation, relative, du réseau Gutenberg, annonce un autre "âge" des formes d'organisation et de mobilisation des jeunes issus de l'immigration. Le répertoire d'action politique a changé sous l'effet des transformations engendrées par le relogement en HLM des habitants des cités de transit, du renouvellement des générations de responsables associatifs, de la mise en place de dispositifs socio-éducatifs nombreux (animateurs de rue, éducateurs, "médiateurs sociaux", "coordinateurs de quartiers municipaux", etc.), et de la structuration nationale d'un espace de représentation des jeunes issus de l'immigration. Dans ces transformations se dessinent les conditions de possibilité d'autres usages, plus individualisés, de formes associatives désormais

institutionnalisées, offrant des rétributions divisibles et convertibles dans d'autres espaces sociaux. Cette possibilité nouvelle de promotion individuelle qu'offre ainsi l'investissement de jeunes issus de l'immigration dans les associations, rend possible un début de notabilisation, aussitôt dénoncé par les anciens de Gutenberg sous l'espèce de "l'opportunisme" du "beur de service".

Le nouveau quartier du Parc

Ce sont d'abord dans les transformations importantes de la structure urbaine et sociale des quartiers que se sont modifiées les formes de l'engagement associatif à Nanterre. Le nouveau quartier du Parc où a été relogée une partie de la population de la cité Gutenberg, est au centre de ces modifications. Composé d'une population de "relogés" et de "nouveaux nanterriens", premier territoire d'implantation du Parti socialiste dans une commune "rouge", le quartier du Parc abrite les locaux de Nanterre 2000, première association prônant "l'intégration par le bulletin de vote".

Le Parc fait l'objet d'un marquage territorial particulier. C'est un quartier neuf situé à la limite de Puteaux et de la Défense. Ce quartier a été édifié à l'emplacement du bidonville de La Folie et de la zone d'habitat pavillonnaire des Fontenelles. Il a subi de nombreuses transformations liées à l'implantation de la Préfecture et à celle de la zone de l'EPAD¹. "Maintenant quand je passe à l'endroit où c'était «La Folie» et que je vois le grand bâtiment pour ceux qui ont des picaillons : «Le Liberté», je me marre. Je me dis que peut être un jour un rupin sortira de chez lui et tombera dans le trou qui nous servait de chiottes"². Ce quartier a retenu l'attention de Martine Segalen et de Françoise Bekus dans une partie de leur étude sur les lectures familiales de la ville³. L'étude de l'espace de la parenté dans le contexte urbain qu'elles entreprennent est articulée avec celle de la mémoire de l'espace, génératrice d'identité. Elles rendent compte d'une ligne de partage entre les vieux Nanterriens qui ont connu Nanterre avant les tours, la ville avant ses bouleversements spatiaux, et les nouveaux arrivants fortement représentés dans ce quartier qui sont dépourvus de cet "imaginaire de la ville". Relogés dans les HLM, après avoir connu l'expérience de la promotion sociale par le logement (bidonville, cité de transit, HLM), les Maghrébins adoptent une attitude valorisante à l'égard de ce quartier qui contraste avec celle des nouveaux Nanterriens. Dans le contexte de ce quartier à forte hétérogénéité sociale, les conflits entre marocains et algériens, ceux liés aux distances sociales entre des populations aux stratégies résidentielles diverses, et ceux qui se nouent autour de la "mémoire nanterrienne", contribuent à marquer la différence

du quartier⁴. Le Parc est d'abord un espace de rencontre entre les habitants des Tours Aillaud, des Pesaro et ceux de Pablo Picasso situés à l'Est et au Sud du Parc, et les habitants du Vallona, du Liberté et du Central Parc situés à l'Ouest. La population immigrée est aussi moins nombreuse dans le nouveau quartier du Parc (17% de l'ensemble du quartier) mais elle est concentrée dans quelques unes des dix-sept Tours Aillaud, dans les cités Pablo Picasso et Pesaro et au lieu-dit des Fontenelles. Ce quartier se distingue encore par l'origine de la population immigrée : la communauté marocaine y est surreprésentée. "Ici il y a beaucoup de marocains, la majorité d'entre eux viennent de Gutenberg où on habitait ensemble. On a été relogé les premiers en 1977 à cause de la construction d'une ligne de chemin de fer" (Reda, trente ans, des Tours Aillaud). La vie associative dans le quartier du Parc a été inexistante jusqu'en 1984 parce que l'action des jeunes restait encore marquée par le combat pour la disparition des cités de transit. La nouvelle configuration associative qui s'y implantera à partir de 1984-1986 sera toute différente : "Jusqu'en 1984, j'étais tout le temps fourré à Gutenberg, j'y avais tous mes copains. Après la résorption de la cité j'ai commencé à m'intéresser à la vie de mon quartier. A ce moment là, il n'y avait aucune infrastructure socio-éducative pour les gamins" (Ahmed, fondateur de l'association SOS-Cités).

Du foot aux droits civiques

Le mouvement des droits civiques dont le projet et la forme d'activité s'opposent point par point aux formes d'action pratiquées antérieurement, a émergé sur la scène locale à partir de 1985. Il s'est pourtant constitué à partir de la "dynamique Gutenberg", même si "ceux de Gutenberg" qui étaient les plus investis dans le mouvement n'ont pas eu accès aux postes de responsabilité ou n'ont pas même cherché à rejoindre ce mouvement. C'est même une opposition entre "les Gutenberg" et "les autres" qui nourrit les conflits entre différentes générations d'expériences militantes. Les derniers venus sont plus portés à la négociation et aux compromis avec la municipalité, visent la conquête de mandats et d'emplois et refusent les modes d'actions violents et contestataires. Ils sont aussi de nationalité française. Pour les anciens de "Gutenberg", ce ne sont que des "politiciens", des "traîtres à la cause" engagés dans des combats qu'ils estiment dévoyés.

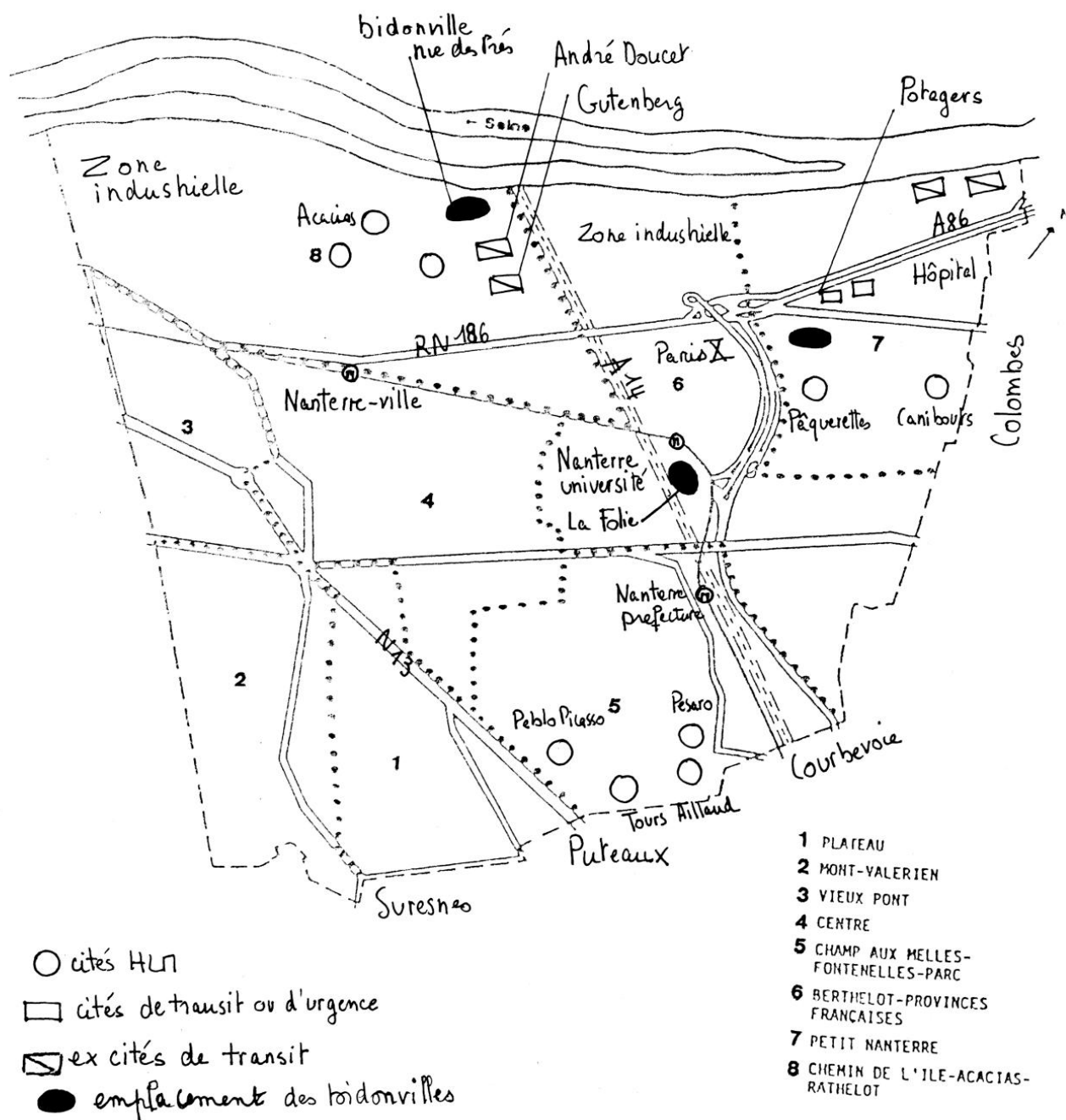
Chabab est une association socio-culturelle à dominante sportive, qui est à l'origine du mouvement des droits civiques à Nanterre. Ses initiateurs ont participé à la mobilisation des Gutenberg, et ont reçu le soutien d'animateurs d'un Club de prévention. Forte de ses 400 adhérents et de ses multiples subventions, elle a réussi à se faire reconnaître sur la scène locale et à acquérir une légitimité dans tous les quartiers. Sa réussite doit d'abord à

1. Etablissement public d'aménagement de la Défense.

2. Lefort (F.), *Du bidonville à l'expulsion*, op. cit., p. 50.

3. Bekus (F.), Segalen (M.), *Nanterriens, les familles dans la ville*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1990.

4. Chamboredon (J.-C.), "Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement", *Revue française de sociologie*, vol. 22, n°3, 1981.



la valorisation du crénneau sportif, et notamment du football, activité qui rencontre les attentes et les pratiques des jeunes des cités. Grâce à leurs succès sportifs (concrétisés par la montée régulière dans les divisions du championnat), les équipes du Chabab ont réussi à s'imposer face à l'Entente sportive de Nanterre, le club municipal. Avec ses rites (réunions et "pots" après les victoires), ses conflits (querelles entre équipes, entraîneurs), ses activités annexes (soutien scolaire, danse, etc.), Chabab est parvenu à tisser des relations d'interconnaissance entre les jeunes immigrés de Nanterre. La structuration des équipes reproduit pourtant les divisions des cités. L'association qui porte un nom arabe, rassemble principalement des jeunes issus de l'immigration maghrébine et valorise une identité maghrébine, voire "musulmane" : "On fait le ramadhan, et, en plus, on gagne!".

Les engagements multiples de son président dans des cercles différents permettent principalement d'expliquer la contribution du Chabab à la mise en forme du mouvement des droits civiques. Djamel est à la fois responsable au niveau national de la section des footballeurs professionnels de l'Amicale des Algériens, vice-président de France-Plus, et entretient des relations étroites avec le Parti socialiste¹. La légitimité du Chabab tient aussi à sa politique d'autonomie vis-à-vis du pouvoir municipal ; autonomie réaffirmée lors d'un conflit avec la municipalité, dont l'association est sortie victorieuse, à propos de l'attribution de terrains de sport². Djamel, le président du Chabab, est à l'origine de la

1. Cf. son "portrait" en annexe de ce texte.

2. Cette polémique informe sur les modes de constitution d'une identité de quartier (mais aussi d'une identité sociale et

création des associations Nanterre 2000 en 1987 puis Nanterre-Plus en 1988. Cette dernière créée dans l'optique de l'élection présidentielle traduit la prise en charge totale des destinées de l'association par son président-fondateur. L'association Nanterre-Avenir, créée en 1988 dans la perspective des élections municipales, s'est structurée dans une logique d'opposition aux associations déjà existantes dans ce secteur ; elle rassemble des anciens de Nanterre 2000 et des ex-membres de l'Amicale des Algériens. Les trajectoires de ses adhérents (participation au mouvement Gutenberg, apprentissage de savoir-faire militants au sein de l'Amicale) les différencient nettement des jeunes qu'ils sont censés représenter.

Une organisation sans base : le mouvement pour les droits civiques

Incapables de renouer avec des formes de mobilisation, collectives et massives, les usages sociaux de l'association se sont individualisés ; l'institutionnalisation d'une politique municipale des quartiers a offert, principalement dans le secteur socio-culturel, des ressources associatives formalisées et plus directement "monnayables" : sources de financements multiples, accès au marché politique local, ouverture de filières de promotion sociale, notamment à travers la formation "d'animateurs sociaux maghrébins". A ceci s'ajoute la constitution d'un espace national de représentation des préoccupations des jeunes des cités (France-Plus, SOS-Racisme, Mémoire fertile), conduisant à orienter les objectifs des jeunes autour de thèmes nationaux et à leur offrir la reconnaissance d'un label à visée plus générale.

La revendication hautement "politique" des droits civiques, peu susceptible de recevoir les bénéfices accordés aux associations du secteur socio-culturel, conduit aussi à valoriser une ressource d'ordre ethnique aux usages différentiels : soit mettre en avant les "différences" qui sont au principe de l'action collective, au risque du discrédit vis-à-vis de la municipalité, soit faire jouer le registre de l'inter-culturel, et de l'intégration, thème peu mobilisateur en dehors des cercles de l'élite associative du quartier.

De fait, toujours menacées par des conflits internes et des rivalités pour la distribution des postes de responsabilité (et l'accès aux subventions), ces associations, aux effectifs toujours très réduits, n'ont pas pu se rendre crédibles aux yeux de la municipalité et des jeunes eux-mêmes. Aujourd'hui seule Nanterre-Avenir subsiste ; dirigée par un animateur au service jeunesse de la municipalité,

"scolaire") étroitement associés aux rapports entretenus par les jeunes du quartier à la pratique footballistique. Aussi le conflit est-il porté jusque dans les colonnes du courrier des lecteurs de *L'Equipe Magazine* : "L'entente sportive de Nanterre a la main basse sur toutes les installations sportives de la cité [...]. On nous jalouse même dans la misère, mais la misère est une école où le Chabab n'a pas envie de redoubler ses classes" (*L'Equipe Magazine*, n°304 et 307, décembre 1986).

l'association a fait plus ou moins l'objet d'une tentative de "municipalisation" de la part de responsables politiques locaux à la recherche "d'interlocuteurs crédibles" et de faire-valoir.

La difficulté à monnayer ces engagements associatifs est un des éléments d'explication de la faible implantation du mouvement en faveur des droits civiques, même si la promesse de postes et de gains financiers futurs a pu justifier les engagements immédiats : "Tant qu'il n'y aura pas un encadrement qui n'a pas faim, cela ne marchera pas. Le malheur de la vie associative migrante, c'est que les gens viennent à 99% dans les associations pour l'argent" (Alim, vingt-six ans, membre de Nanterre 2000). En outre, la mise sur agenda du thème des droits civiques est contestée par de nombreux jeunes qui ne se reconnaissent pas dans cette priorité et qui perçoivent les associations comme des facteurs de division : "Moi, je comprends pas pourquoi on crée des associations autour des droits civiques. Les droits, on les a. Dans mon quartier, j'encourage même des Français à s'inscrire sur les listes électorales, et ils me répondent comme si c'était des beurs. C'est pareil. On devrait créer l'Association des Bidochons pour informer les petits Français moyens" (Hafid, vingt-deux ans, Club des acacias).

Exclusion des filles et séparatisme féminin

De Gutenberg aux Droits civiques, les filles ont toujours été soit absentes soit reléguées dans des positions subalternes. Les filles d'origine maghrébine vivent en effet des situations d'exclusion urbaine et sociale identiques à celles des garçons mais qui n'ont pourtant pas la même signification vécue. Elles sont soumises à la domination et au contrôle social des parents, de la fratrie et du voisinage¹. Celui-ci ne s'exerce pas selon un mode traditionnel : la mère se trouve investie, par délégation du père absent, d'un pouvoir tout puissant, accaparant celui traditionnellement dévolu à la famille élargie au bled. La participation des filles à l'action contestataire et au mouvement associatif est quasi-nulle et suscite encore aujourd'hui des débats au sein du "réseau" Gutenberg. La surveillance des filles par leurs frères s'exerce continuellement, et principalement, dans "la rue", là-même où se développe l'action collective. Tout se passe comme si un interdit pesait sur ce sujet de conversation susceptible de diviser les membres du groupe.

1. Tout se passe comme si les agents en charge de ce contrôle, autrefois appelés par l'étendue de la surface familiale, étaient aujourd'hui, avec la plus grande sédentarisation des familles, investis de ce rôle par la communauté d'appartenance à un "territoire" (le quartier ou la tour d'immeuble) ; traditionnellement assuré par la seule famille élargie, le contrôle des filles semble désormais être exercé, dans un système étendu de relations de voisinage, par l'ensemble des femmes de la cité : voisines, amies ou ennemies de la famille, etc.

La question apparaît d'autant plus provocante qu'elle est posée par deux apprentis-sociologues de sexe féminin :

Au cours d'une balade au Parc, Ahmed réagit avec vigueur à nos questions : "Pourquoi il n'y avait pas de filles dans les associations ?

- Mais ça a toujours été le leitmotiv de la mairie et des instances officielles : il n'y a pas de filles. Les filles, elles ont su tenir la place qui était la leur. Regarde ma sœur : elle a fait des études, elle m'a aidé pour la paperasse de mon association SOS cités, elle faisait les enveloppes et le courrier. Et puis nos actions sont trop violentes, tout se passe dans la rue, à l'extérieur. Pourquoi ça vous dérange ? Vous êtes féministes ?" (note de terrain, 20 mai 1990).

Pour Nasser, "l'environnement" représente la principale cause de l'exclusion des filles. Il avoue s'être conduit "comme un con" avec sa soeur Samira, l'égérie des contestataires de Gutenberg. "C'est dur quand t'as dix-sept ans d'entendre dire que ta sœur est une putain" Aujourd'hui, sa soeur Fatiha, la petite dernière, joue un rôle actif pour organiser la mobilisation des filles dans le collectif qu'il a créé à Suresnes où il a été relégué.

Cette exclusion, illégitime au regard des interlocuteurs municipaux et associatifs, suscite chez les garçons une gêne dont la traduction peut-être différente en fonction du degré de familiarité avec les normes dominantes de comportement. Aussi, les filles seront-elles tantôt renvoyées à la seule famille et au contrôle des frères, tantôt leur participation au mouvement (parfois souhaitée) devrait répondre aux qualités domestiques traditionnellement dévolues aux femmes en politique : le sérieux, le désintéressement et la sincérité. En revanche, lors de certaines luttes "exemplaires" (crimes racistes), la participation des filles et des mères semble nécessaire aux hommes, à la mise en scène d'une revendication collective. L'universalisation de la protestation réclame, en effet, et surtout pour tout ce qui touche à l'univers de la famille (perte d'un enfant) ou du foyer (le logement), de mettre en avant mères et filles.

La situation dominée et marginale des femmes dans le mouvement associatif ne peut se prêter à des interprétations univoques. Elle n'est pas imputable exclusivement à la condition de fille d'immigrés (même si on ne peut écarter cet élément), mais aussi aux relations que la division sexuelle entretient avec la distribution du travail militant. Le surinvestissement des hommes dans une concurrence exacerbée pour l'accession à des postes de responsabilité contribue à cantonner des filles dans des positions subalternes. Les filles qui selon une représentation commune, réussiraient mieux leurs études, ne pourraient prétendre exploiter cette ressource potentielle.

C'est aussi la raison pour laquelle les filles investissent les espaces délaissés par les garçons ou considérés comme "marginaux". Ainsi Aïcha cumule les positions de présidente de la section nanterrienne de l'Association

France-Palestine et de membre de l'Association Repères, émanation de l'Amicale des Algériens en Europe où elle travaille comme permanente. Son affiliation à l'Amicale ne lui délivre aucun blanc-seing pour parler au nom du groupe. Dans son quartier, elle est étiquetée comme une fille du FLN. En revanche, son action pour la Palestine lui octroie une crédibilité plus forte dans un secteur spécifique. Alors que tous nos interviewés proclament leur attachement à la lutte du peuple palestinien, ils ne semblent pas disposés à transformer cet engagement individuel en engagement collectif.

Les filles ont dû s'imposer dans les premiers groupes de jeunes immigrés. Elles se sont difficilement greffées autour des groupes de "mecs" ou ont cherché à affirmer une spécificité féminine par le biais du séparatisme. L'expérience avant-gardiste de la troupe de théâtre Week-end à Nanterre à la fin des années soixante-dix met à nu les contradictions rencontrées par les filles au sein de la mouvance associative¹. Les lycéennes qui gravitent autour de Week-end ne jouent pas un rôle à la mesure de leurs aspirations. Par mimétisme, elles se regroupent pour monter une pièce, "Ya willi-willi", qui met en scène des expériences, par excellence féminines (mariage, virginité, rapports conflictuels avec les parents). Aussi oscillent-elles entre la volonté de parler au nom de l'ensemble de la "communauté" et leur souci d'aborder des problèmes spécifiquement féminins, reçus, pourtant, comme domestiques. Devant gérer à la fois leur émancipation individuelle et leur émancipation collective, le séparatisme s'impose plus qu'il n'est choisi : c'est la modalité unique d'accès à l'espace des associations, espace qui reste périphérique pour la plupart d'entre-elles. Dans la quartier du Chemin de l'Ile, la formation et la dislocation du groupe informel "Face cachée" est à cet égard exemplaire :

Rachida : On était 7 ou 8 nanas, on est parti au ski en décembre 1983 dans les Alpes avec le Club de prévention, des éducateurs du quartier, et on a commencé à discuter vaguement de l'idée d'avoir une salle à nous pour se retrouver. On voyait qu'il n'y avait rien sur le quartier, surtout pour les gamins, c'était la zone, il y avait la drogue et ça nous a fait chier.

- J'ai entendu dire qu'au départ c'était pour fumer votre clope tranquilles ?

Farida : On voulait avoir notre salle pour être plus indépendantes, pour fumer notre clope, se faire un petit café; avant on allait dans les caves des tours, c'était pas recommandé, une fois on est resté coincées.

Rachida : Mais écoute, c'était pas seulement pour ça. Il y avait des filles qui ne voyaient pas le jour, on voulait essayer de connaître les filles de notre quartier et puis c'était pour aider les gamins à faire leurs devoirs.

- Pourquoi pas une association avec les mecs ?

1. Abdallah (M. A.), *Jeunes immigrés hors les murs*, Paris, EDI, 1982

Rachida : La mixité n'est pas possible parce qu'on est d'origine algérienne et que nos parents n'auraient pas voulu parce que la sexualité rentre en compte et, voilà, les garçons, il n'en est pas question.

Farida : On a invité nos mères (on a fait un thé avec des gâteaux) pour dire voilà, c'est la salle, il n'y a rien de mal à l'intérieur.

Rachida : On y allait pour faire nos devoirs. Ma mère a fini par accepter, mon père ça a été très dur, chez moi on est très à cheval sur ces questions, toutes mes sœurs ont fait des mariages traditionnels.

Farida : Moi, je suis l'aînée des filles, alors ça donne plus de responsabilités. J'y allais en cachette. De toutes façon on a eu toutes ce même problème avec nos parents, ça jasait terrible dans le quartier.

Rachida : On voulait montrer au quartier que ce n'était pas pour nous qu'on voulait ouvrir cette salle, nous on voulait que tout le monde y ait accès petit à petit. On voulait montrer au quartier que c'est pas parce qu'on est des filles qu'il faut nous traiter différemment des garçons. Après, il y a eu les mecs qui sont venus et c'est ce qui a tout chamboulé. On les a fait rentrer en cachette, après ils ont dit: "On est entré dans la salle des filles..."

Farida : C'était une erreur de les faire rentrer.

Rachida : On aurait pu le faire petit à petit, mais c'était pas la maison du bonheur, tout le monde voulait alpaguer cette salle (note de terrain, 5 juillet 1990).

L'histoire de ce groupe est représentatif de la situation des filles mais son mode de cohésion et de fonctionnement interne semble constituer un cas d'espèce à Nanterre. La solidité du groupe tient à ce qu'il s'apparente, sans les reproduire totalement, aux réseaux féminins de sociabilité développés par les Maghrébines : il repose en effet sur des relations de parenté et de voisinage mais aussi sur des liens d'amitié tissés au lycée d'enseignement professionnel. Par ailleurs, la contribution des travailleurs sociaux d'un club de prévention a été décisive tant pour opérer la mise en forme du groupe que pour maintenir son existence à l'aide de subventions.

Quelques usages sociaux des associations

L'espace associatif, structuré par plusieurs générations d'associations qui témoignent de l'évolution des formes de participation, a été en fin de compte relativement polarisé par la municipalité. Celle-ci a fini, en effet, par acquérir une position prépondérante et par s'assurer de "la maîtrise des enjeux de ses relations avec les associations"¹, notamment par la création d'un capital spécifique et la mise à disposition de ressources associatives (postes,

financements, locaux, auditions dans les commissions municipales, etc.). Mais, cet espace s'est aussi organisé autour d'un autre pôle de définitions et de représentations concurrentes pour l'imposition du bon usage des associations. Sans avoir jamais été accréditées par la municipalité, les associations à caractère revendicatif et militant occupent désormais une position valorisée, pour une fraction des jeunes issus de l'immigration, face à celles œuvrant dans les secteurs socio-culturels et éducatifs. Trois profils typiques se dégagent de cet espace associatif : les leaders d'opinion à la périphérie de l'espace, les animateurs autour du pôle municipal, en opposition relative avec les dirigeants des associations militantes, en faveur des droits civiques.

Les leaders d'opinion

Les leaders d'opinion constituent un élément essentiel du monde des cités et de la rue. Nous appelons leaders d'opinion des jeunes qui effectuent un travail de mobilisation en direction des jeunes de leur cité ou de leur quartier de façon informelle et intermittente. Leur activité se déploie particulièrement en période électorale ou lors des événements qui rythment la vie des cités. Il s'agit d'actions isolées de la part d'individus qui bénéficient d'une légitimité liée à la possession d'attributs spécifiques (capital scolaire, investissement militant dans les associations de quartier, art de la prise de parole, maîtrise du jeu politique local, connaissance de la structure sociale et écologique du quartier). Ils occupent une position périphérique dans l'espace de position des leaders associatifs. A l'échelle de Nanterre, il s'agit de jeunes qui ont quitté le secteur associatif, mais pour lesquels leur travail de mobilisation s'inscrit dans la continuité de leurs actions précédentes. "On fait ce qu'on a toujours fait, de l'animation sauvage dans le Parc autour d'un ballon de foot, d'une guitare, faut pas leur prendre la tête longtemps. On les sensibilise, on les informe sur le droit de vote, les élections, mais on n'est plus dans une association. Je suis prêt à rebouger mais pas avec la même pêche, maintenant je suis devenu individualiste, je suis pour les associations à but lucratif" (Ahmed, trente ans). Anciens de Gutenberg, s'étant eux-mêmes exclus d'une sphère associative régie par d'autres règles, ils prônent l'auto-organisation auprès des jeunes : "Moi, quand je vois des jeunes, je leur dis : «N'allez pas dans des associations pour aller dans des associations. Bougez mais restez inorganisés, c'est la meilleure forme d'organisation»" (Momo).

La situation des leaders d'opinion est marquée par la précarité sur le marché du travail et dans leurs relations avec les autorités municipales. On peut établir un parallélisme entre leur situation d'intérimaire sur le marché du travail et l'instabilité de leur position dans l'espace des associations :

"On a fait nos preuves sur le terrain. Les politiques, ils viennent discuter quand on bouge, ils peuvent te trouver un poste s'ils veulent. Ils savent qui ils peuvent toucher. Mais

1. Balme (R.), "La participation aux associations et le pouvoir municipal. Capacité et limites de la mobilisation par les associations culturelle dans les communes de banlieues", *Revue française de sociologie*, vol. 28, n°4, pp. 613.

après, quand t'es casé, tu peux plus bouger, t'es grillé auprès des mecs du quartier [...]. Pour les municipales, j'ai vraiment flippé, fallait pas que la droite passe, j'ai vraiment pris à cœur ce qui se passait. On a rassemblé les jeunes devant la mairie de quartier entre les deux tours alors que c'est interdit et on les a incités à voter PC. Au début, ils voulaient pas. Du coup presque tous les jeunes (d'origine maghrébine) ont voté. Je n'ai pas eu de poste sur le quartier, on me l'avait promis après les municipales" (Rachid).

Les animateurs

Pour certains jeunes la "sortie" de la galère s'effectue par le biais de l'engagement dans le secteur socio-culturel et socio-éducatif. Ils réinvestissent là des dispositions militantes, formées dans d'autres lieux (la rue), et des savoir-faire acquis lors des actions associatives éphémères, etc. Ils peuvent faire valoir auprès des associations para-municipales leur familiarité avec les "réalités" du quartier, acquise sous un autre mode : connaissance de toutes les familles, lien étroit avec les enfants ; ils peuvent aussi revendiquer, au titre d'anciens praticiens, un quasi-statut d'expert sur tout ce qui concerne les "carrières délinquantes" (connaissance des règles de circulation de la drogue ou des "combines" des receleurs). Ce profil "d'intermédiaire", d'abord défini par la municipalité et les animateurs de quartiers à la recherche de médiateurs, rencontre vite des dispositions d'intermédiaires chez certains de ces jeunes : ils bénéficiaient déjà d'une popularité de cité, qui faisait d'eux des "leaders naturels", distincts des autres (ils sont soit des joueurs de football reconnus et admirés, soit chanteurs dans les groupes locaux accompagnés d'une solide réputation de "dragueur", soit encore ils sont "les boute-en-train", colporteurs des rumeurs et des humeurs de la cité). Ce sont aussi des personnages que leur place au centre des relations de sociabilité rend "inoffensifs" aux yeux des interlocuteurs municipaux. "Repérés" initialement par les éducateurs, qui leur facilitent l'acquisition de premiers diplômes d'animateur (BAFA et DEFA) qui viendront consacrer et stabiliser leur rôle d'intermédiaire, ils entrent pourtant très vite en concurrence avec ces animateurs municipaux et les éducateurs spécialisés du secteur social traditionnel. En effet, moins diplômés qu'eux, proposant des formes d'animation concurrentes (moins chères), faisant valoir leur plus grande "réussite" auprès des enfants maghrébins (qui ne fréquentent pas les associations "municipales"), ils créent en fin de compte des structures autonomes (Club des Acacias, SOS-Cités) à destination, principalement, des enfants d'origine maghrébine, faisant jouer des financements étatiques (ceux du FAS) contre les financements municipaux. En outre, leur professionnalisation dans le domaine de l'animation ne s'est pas effectuée sans difficulté et a constitué un enjeu qui a cristallisé les oppositions entre la municipalité et les leaders de quartier. Ils ont fini par s'imposer en valorisant une ressource d'ordre ethnique. La définition du rôle et du statut de "l'animateur maghrébin", enjeu à forte polarisation au sein de l'espace des responsables associatifs, est l'objet de négociation permanente : il s'agit pour les uns, d'affirmer

leur nécessité, voire leur efficacité ; pour la municipalité, ces animateurs maghrébins, "trop politiques", menacent un système clientélaire de distribution des postes. C'est en fait autour de la définition d'un "entre-deux" que s'organisent ces représentations concurrentes. Animateurs, nés du militantisme, ils sont toujours suspectés d'y revenir ; sollicités par leurs amis, lors d'actions ponctuelles des associations pour les droits civiques, ils facilitent l'obtention de salles, la diffusion des informations et des mots d'ordre, et la mobilisation. A chaque jeune contacté, ils rappellent la nécessité d'une inscription sur les listes électorales ; lors des élections ils incitent à aller voter ; et dispensent auprès de ces derniers des rudiments de formation politique (se mobiliser contre Le Pen et se méfier du PC...). Les locaux de l'association servent aussi pour de nombreux jeunes de lieu de familiarisation avec le débat politique : venus pour un match de foot, les jeunes repartent parfois après une longue discussion sur la question du voile, du logement des immigrés, etc.

Les dirigeants

Les trajectoires personnelles des dirigeants des associations ayant pour mot d'ordre "la promotion des droits civiques" (Chabab, Nanterre 2000, Nanterre-Plus, Nanterre-Avenir) sont marquées par la diversité tout en obéissant à une même logique d'accumulation de ressources (trois d'entre eux ont effectué un passage par l'Amicale des Algériens, puis ont investi France-Plus). Ces trajectoires ne peuvent être comprises sans que l'on rappelle au préalable les usages sociaux et politiques différentiels que ces quatre dirigeants ont fait de ces associations compte tenu de leurs ressources initiales.

Parmi eux, trois ont été affiliés à l'Amicale des Algériens, au début des années quatre-vingts, véritable passage obligé pour les immigrés "des banlieues rouges". Contrairement aux représentations communes, la légitimité de l'Amicale s'est lentement détériorée et cette association constituait pour beaucoup la seule voie d'accès au milieu associatif. D'ailleurs l'espace des leaders associatifs locaux ou nationaux ne peut être appréhendé le plus souvent sans faire référence à leur passage par les Amicales, les syndicats et les partis d'origine - Amicale des Algériens, PACS (Parti de l'avant-garde socialiste algérienne), UTIT (Union des Travailleurs immigrés tunisiens) et ATMF (Association des travailleurs marocains en France). Cette ressource apparaît aujourd'hui dévalorisée tant aux yeux des nouveaux arrivants sur la scène associative qu'à ceux des jeunes qui taxent de "flics" ou "d'espions" ceux qui en font partie ou sont supposés y appartenir.

Omar, fils de moudjahid, aujourd'hui président de Nanterre-Avenir a été responsable de la section jeunesse de l'Amicale après avoir été l'instigateur d'une adhésion collective de jeunes de Gutenberg à cette association : "Les jeunes de Gutenberg étaient majoritaires à la section jeunesse, j'ai été élu à la tête de la section jeunesse. Mais le

comité n'est pas resté parce qu'il ne pouvait rien faire. On nous disait : «Vous agissez comme des bulldozers». Ça ne répondait pas aux attentes des jeunes. Je suis resté quatre ans à l'Amicale parce qu'il fallait être dedans mais on ne peut changer une structure aussi lourde. Tous les responsables étaient d'anciens moudjahids, aucun jeune n'avait accès aux responsabilités". Il quitte l'Amicale en 1986 pour se lancer ensuite dans la campagne pour les droits civiques.

Touati, entraîneur sportif, a connu l'Amicale par le biais "des colonies de vacances militantes" organisées sous l'ère boumedienne. Comme Omar, il a été responsable de la section jeunesse de l'Amicale. Extérieur à la cité et ne fréquentant pas la faculté de Nanterre, proche du Parti communiste *via* l'Amicale, il n'a pas su s'imposer lors de la mobilisation Gutenberg prise en charge par les "gauchistes". Avec la nouvelle configuration associative née dans les années 1984-86, il sera, en revanche, de toutes les créations d'associations : il est ainsi membre du Chabab, de Nanterre 2000, de Nanterre-Plus. Il est aujourd'hui à la tête de France-Plus Nanterre.

Djamel, lui aussi fils de moudjahid, a investi l'Amicale par le biais du football, domaine dans lequel il avait fait ses preuves en Algérie ; arrivé en France dans les années soixante-dix pour effectuer ses études supérieures, il reste à la périphérie du mouvement Gutenberg. Il se fait l'intermédiaire de l'Amicale des Algériens pour le contrôle de secteurs de la vie associative nanterrienne, affiliation toujours déniée. Il est à l'origine de la création du Chabab ainsi que l'initiateur de l'implantation d'une section de France-Plus dans la cité. Profil typique, très étranger aux trajectoires des jeunes nés en France, Djamel, l'émigré si peu immigré, faisant jouer toutes les ressources "extérieures" dont il bénéficie - celle de "notable" au pays, d'étudiant "réussi" en possession d'un DEA de droit, d'ami personnel des personnalités nationales (A. Dahmani) et du milieu de la musique raï - parvient à dissimuler l'autorité que lui confère ce capital spécifique en n'attribuant sa "réussite" qu'au seul football¹.

Saïd présente un profil atypique. C'est "l'enfant du bidonville" : quasiment illettré, il occupe des emplois de manœuvre à la municipalité et n'arrive (de Suresnes) à Nanterre qu'en 1985. Il n'a pour lui que ses propriétés de jeune "de la base" à la parole facile, et à l'éloquence entraînant avec les jeunes vis-à-vis desquels il entretient un rapport "naturel" et spontané. Autour de lui, il parvient à rassembler un groupe de "fidèles" qui le suivent lors de ses engagements multiples. Défini par tous (partis, associations, responsables municipaux) comme "l'homme de main", le "rabatteur", "celui qui tchache", il servira toutes les causes dans tous les combats : incapable de se maintenir en place dans des associations qu'il quitte

régulièrement, discrédité, organisateur des cabales et des conflits internes, il se "vend" au plus offrant. Figure nécessaire, mais toujours menaçante, la "grande gueule" de Saïd sert Djamel pour le contrôle de Nanterre 2000, après avoir été d'abord à SOS- Racisme, puis à France-Plus. De même, après un essai d'intégration infructueux au Parti socialiste, il proposera ses services aux Verts².

Des associations dépossédées

Si l'accumulation de ressources associatives peut constituer une des voies d'accès à la scène politique locale, l'appel à des détenteurs de ressources associatives s'avère marginal même dans un contexte de mobilisation électorale apparemment favorable, comme celui des élections municipales de mars 1989³.

Il faut souligner d'abord une des caractéristiques sociales communes à de nombreux "leaders" associatifs nanterriens qui les distinguent des leaders associatifs nationaux ayant opéré un passage en politique : ils sont immigrés et ont conservé leur nationalité algérienne. Au moment des élections, certains ont engagé des procédures pour obtenir la nationalité française. Les ressources dont ils disposent ne peuvent donc pas leur donner accès à la notabilité politique. Saïd Zamoun, de nationalité française, se démarque de ses concurrents sur ce point et n'hésite pas à délégitimer leur action en cultivant cette différence : "Il est inadmissible que des gens ayant des cartes de séjour viennent donner des cours de droits civiques".

Les associations de jeunes issus de l'immigration ainsi que leurs porte-parole n'ont donc pas participé directement à la compétition politique du fait de la faiblesse de leurs ressources politiques, mais aussi parce que la municipalité a mis en œuvre une stratégie de valorisation de son action en faveur de la population immigrée qui lui permet d'anticiper les coups éventuels tout en laissant peu de place à la contestation. Elle a recours pour ce faire à une logique de mise en scène reposant sur des opérations spectaculaires qui ont une portée éminemment symbolique. La municipalité d'Union de la gauche à direction communiste a en effet réactivé en janvier 1989 la mobilisation en faveur du relogement des habitants de la cité d'urgence des Marguerites, vouée à la destruction et dont la démolition a déjà été engagée pour les premiers bâtiments. La ville, qui en est gestionnaire depuis 1984, souhaite raser pour reconstruire mais le Conseil général qui reste propriétaire de la cité ferait preuve d'indifférence.

La municipalité a orchestré une campagne autour d'un slogan "Cité des Marguerites, encore 120 familles à reloger, plus vite monsieur le Préfet" et se pose pour objectif de

2. Cf. son "portrait" en annexe de ce texte.

3. Voir à ce sujet Gaxie (D.), Offerlé (M.), "Les militants associatifs et syndicaux au pouvoir ?", in Birnbaum (P.), dir., *L'élite socialiste au pouvoir*, Paris, PUF, 1985, pp. 105-138.

1. Cf. son "portrait" en annexe de ce texte.

raser un bâtiment avant la fin du mois lors d'une journée portes ouvertes à la cité qui rassemble des journalistes, des personnalités politiques et les habitants de la ville. Cette action a une valeur exemplaire ; elle a pour fonction de mettre en évidence l'opposition entre la municipalité d'un côté, la Préfecture et le Conseil général à majorité RPR de l'autre en matière de politique d'attribution des logements pour les familles immigrées. Le discours tenu à cette occasion est doté d'une forte valeur légitimatrice. Il fait porter la responsabilité sur la Préfecture et le Conseil général et permet de déplacer le problème dans une autre direction. Il vise aussi à exclure ou du moins à évacuer la question du logement qui est au centre des controverses entre la population immigrée et issue de l'immigration et la municipalité.

La réinvention du bled

Par ailleurs une procédure de jumelage avec la ville de Tlemcen a été engagée fin 1988 à l'initiative de la municipalité en collaboration avec l'Amicale des Algériens, interlocuteur traditionnel et privilégié de la municipalité. Ce thème a constamment été mis en avant pendant la campagne électorale et a fait l'objet d'une forte couverture médiatique dans les journaux municipaux et dans les brochures électorales de la campagne. Cette démarche s'est concrétisée par l'organisation d'un voyage municipal à Tlemcen, et d'une photo symbole exhibant à la Mansoura, Madame le maire, le candidat "issu de l'immigration" proposé sur sa liste et un militant d'une association de quartier¹. Pourtant, les jeunes Nanterriens ne sont pas dupes d'une mise en scène proposant une photographie, réalisé en Algérie avec des jeunes d'origine marocaine, que tous s'accordent à juger "non représentatifs"².

Tout se passe comme si le travail municipal en direction de la population immigrée se proposait de réinventer le bled, tentative menée de l'extérieur et produite pour les jeunes issus de l'immigration. Ce travail s'inscrit clairement dans une stratégie d'externalisation³ de l'immigration mise en

œuvre par le Parti communiste en collaboration étroite avec le FLN et les représentants de l'Amicale de Algériens. Il permet de dessiner les contours d'une référence permanente à Tlemcen et d'affirmer la proximité symbolique de Nanterre avec l'Algérie : "Nanterre aux portes de l'Algérie"⁴. C'est avec Tlemcen que la municipalité a entamé une procédure de jumelage ; ville prestigieuse d'art et d'histoire, centre religieux, foyer de la culture islamique, avec ses mosquées du XIII^e et du XIV^e siècle et non avec Maghnia, ville d'émigration dont sont originaires de nombreux Nanterriens, ville symbole du marché noir (le "trabendo"), située à la frontière algéro-marocaine. Pourtant, les liens entre Maghnia et Nanterre figurent une réalité vécue par de nombreux nanterriens :

"Nanterre c'est comme au bled. Nanterre c'est Maghnia. Tout le monde se connaît, on se voit pendant l'année et on se retrouve au bled l'été. A Maghnia, les familles qui ont émigré ont quitté le centre-ville et se retrouvent dans les quartiers de la périphérie" (Alim, 26 ans).

Comme le rappelle Abdelmalek Sayad⁵, les sociologues de l'immigration, mais aussi les responsables administratifs et politiques prennent le parti de tout ignorer de la dimension émigration de l'immigration pour se focaliser sur le phénomène d'immigration en isolant la communauté algérienne de la société d'accueil de celle du pays d'origine. Or, l'immigration a aussi exercé des effets en retour dans la société d'émigration. Les Maghnaoui s'efforcent ainsi de reconstituer les réseaux de sociabilité nanterriens dans leur ville d'origine⁶. En outre, l'étude de l'espace de la parenté met en évidence l'importance de l'imbrication entre la communauté et les ressortissants du pays d'origine. Les pratiques matrimoniales traditionnelles (mariages entre cousins croisés ou parallèles) sont courantes entre les fils aînés de Nanterre et les filles d'El Oued ou de Maghnia en Algérie. Même si le marché matrimonial en France semble s'autonomiser, on ne peut pourtant pas parler d'abandon du modèle traditionnel. Celui-ci peut constituer un recours qui permet de diversifier les stratégies matrimoniales. Parmi les leaders associatifs que nous avons rencontrés, ceux qui sont mariés (en forte minorité, il est vrai, dans notre échantillon et de surcroît, pour la plupart, les aînés de leur famille) ont contracté des mariages traditionnels. Tous ces éléments expliquent pourquoi ce travail intéressé de réinvention du bled à la veille d'une échéance électorale ne peut guère apparaître qu'artificiel et inefficace aux populations maghnaoui.

1. Cf. *Carrefours jeunesse. Journal municipal de la jeunesse de Nanterre*, mars 1989 ; *Nanterre 89*, journal du comité de soutien pour la réélection de Jacqueline Fraysse-Cazalis et de l'équipe municipale.

2. "Le jumelage en soi est intéressant mais c'est un accord entre la mairie de Nanterre et le FLN. Ce ne sont que des accords gouvernementaux [...]. La mairie de Nanterre a choisi des gens qui lui étaient rattachés d'office. C'était eux, ce n'était pas nous [les associations]" (Djamel, fondateur de Chabab) ; "Il est juste de dire que nos associations sont mises de côté. Il suffit pour cela de voir la composition des délégations nanterriennes qui ont séjourné à Tlemcen" (*Bulletin de Nanterre Avenir*, juin 1990).

3. Sur la "stratégie d'externalisation" déployée par le Parti communiste, cf. Leveau (R.), "Les partis et l'intégration des beurs", in *Idéologie, partis politiques et groupes sociaux. Etudes réunies par Yves Mény pour Georges Lavau*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.

4. "Nanterre aux portes de Tlemcen en Algérie" in *Carrefours Jeunesse. Journal municipal de la jeunesse de Nanterre*, mars 1989.

5. "Éléments pour une sociologie de l'immigration", *Cahiers internationaux de psychologie sociale*, 2-3, 1989.

6. La ville de Maghnia et ses environs ont connu une croissance accélérée liée aux investissements des émigrés. Ils ont construit des villas d'abord situées au centre de la vieille ville El Matmar puis à la périphérie dans les cités Cadi, Haddam et Azouni ou les quartiers "Boucharib" et "Sidi Lakhdar".

L'immigration, enjeu électoral

La constitution de cette offre politique mobilisant les thèmes du logement et du bled voudrait répondre aux attentes des jeunes issus de l'immigration dans les mouvements revendicatifs et dans les associations locales. Elle est cependant d'abord appelée par les stratégies de positionnement politique du Parti communiste.

12 mars 1989. Bureau de vote 25 et 26 de l'école de la cité des pâquerettes. En dépit de négociations longues et difficiles, nous n'avons pas obtenu l'autorisation de réaliser à l'intérieur même du bureau de vote un sondage sortie des urnes. L'occasion est belle de rencontrer cet hypothétique "électorat beur" dont parlent, dans leurs tracts, les responsables des associations pour les droits civiques. En l'absence d'autres ressources, nous interpellons les jeunes au vu de leur faciès. Ça craint. On attend. Les premiers arrivent en groupe. Ils sont six. Ce sont seulement des garçons, en baskets et survêtements (après ils vont jouer au foot sous les couleurs du Chabab). Ils passent vite, pressés. Deux rentrent dans le bureau, les quatre autres les attendent à la sortie. Au moment de choisir les bulletins, ils n'hésitent pas et prennent le bulletin de la liste d'union de la gauche. A la sortie, nous leur proposons notre questionnaire. Tous acceptent de répondre. Y compris ceux qui ne peuvent pas prendre part au vote, peut-être plus enthousiastes que ceux qui ont effectivement voté. Nous refusons de les prendre en compte. Dépités, ils se retournent vers leurs camarades, les assistent et les contrôlent. A haute voix, ils commentent et rectifient les réponses : "Non le ramadhan, tu l'as même pas fait. Enfin, t'as fait simplement le début. T'as craqué". L'un des répondants veut abandonner, les autres l'en empêchent : "Fais-le, c'est pour la communauté, c'est pour aider les jeunes beurs". A la question sur l'intérêt pour la politique, un non-votant s'exclame : "Arrête, déconne. La politique, ça t'intéresse pas". L'exercice leur a plu. Ils préviendront leurs potes. [...]. D'autres arrivent. Encore des mecs. Même chose. On leur demande à la sortie pour qui ils ont voté et de "quel parti ils se sentent le plus proches ou, disons, le moins éloignés". L'un d'eux hésite et répond : "C'est lui [désignant son voisin] qui m'a dit de voter PC" (notes de terrain, 12 mars 1989)¹.

La question de l'immigration a été constituée en enjeu politique mais reste d'une certaine façon à l'écart du débat légitime ou, plus exactement, est neutralisée par la présence en position éligible de deux candidats issus de l'immigration maghrébine. Cette présence valorise l'action de la municipalité et permet d'éviter que ne s'engage un débat dont la maîtrise serait incertaine pour les acteurs politiques. Le débat s'est focalisé sur la présence de candidats sans que la question des programmes ait été

posée². En outre, les élus d'origine immigrée sont en général coupés du mouvement associatif et ne disposent pas de relais sociaux leur permettant de faire appliquer leurs propositions. Le choix des élus "beurs" par la municipalité obéit d'abord à des logiques d'exemplarité ; Samir Benfarès, vice-champion de France du 800 mètres d'athlétisme, membre de l'Entente sportive de Nanterre présentait au regard de la liste d'Union de la gauche tous les attributs de la "personnalité", de la "réussite" et de la "notabilité". La présence de Latifa Ferhat, candidate du PS procéderait d'un choix par défaut ; elle ne possède, en effet, aucune marque symbolique distinctive mais s'appuierait, semble-t-il, sur une notoriété d'héritage, celle de son frère, Touati, très connu dans les cercles associatifs nanterriens, sympathisant PS, président de la section locale de France-Plus³.

La sélection opérée par les partis politiques va être contestée par les porte-parole des associations. "On ne les a jamais connus sur la scène associative. Le jeune sportif, tout le monde le connaît à Nanterre, mais il ne bouge pas. J'ai assisté à deux ou trois conseils municipaux, mais il ne parle pas. C'est comme si on allait voir Platini pour lui dire : «Michel, présentez-vous à l'élection présidentielle»" (Djamel, fondateur du Chabab, ex-vice-président de France-Plus). A la tête de la contestation, un groupe informel qui s'auto-proclame représentant des jeunes issus de l'immigration, engage le débat, sur les critères qui concourent à la définition de la bonne représentation, débat qui apparaît emblématique des luttes que se livrent les intermédiaires créés et cooptés par la municipalité et les porte-parole issus du monde associatif pour la représentation de "la communauté". La stratégie de présentation de ce groupe a été élaborée, puisqu'il procède par coups de théâtre sous la forme de lettres anonymes datées, numérotées et signées "les jeunes issus de l'immigration s'adressent à Madame le sénateur-maire"⁴. Dans leur première lettre, ces contestataires dressent un bilan de la politique sociale d'intégration des jeunes d'origine immigrée et enjoignent Madame Fraysse-Cazalis de présenter un candidat issu de l'immigration sur la liste d'Union de la gauche. La deuxième lettre, écrite entre les deux tours, stigmatise les deux candidats en position éligible : "Samir et Latifa, ces deux marionnettes ne nous représentent nullement [...]. Samir à la chance d'avoir eu un titre sportif et Latifa, balancée à la dernière seconde par le PS, alors qu'elle traînait paisiblement derrière son agité de

2. Cf. Bouamama (S.), "Municipales : quel bilan ?", *Revue mémoire fertile*, septembre 1989.

3. Le Parti communiste dans ses stratégies de composition de liste a souvent fait appel à des personnalités indépendantes, des résistants, des figures locales, etc., bénéficiant d'un capital de notoriété personnel afin de capter le soutien de secteurs ciblés de la population. Sur cette question, voir plus largement, Garraud (P.), "Savoir-faire et mobilisation des croyances dans le métier de maire", *Politix*, n°5, hiver 1989, p. 12.

4. Ces tracts "anonymes" ont aussi été diffusés aux associations, aux Consuls du Maroc et d'Algérie, à l'Amicale des algériens et aux partis politiques.

1. Pour des observations similaires pour l'élection présidentielle de 1988, voir Dazi (F.), Leveau (R.), "L'intégration par le politique. Le vote des «beurs»", *Etudes*, n°362, septembre 1988.

frère - lèche botte au PC, au PS et qui s'est en fin de compte cassé les dents, c'est le destin assuré à tout carriériste turbulent et complexé". Après le saccage du local du Service municipal de la jeunesse du Chemin de l'île, un troisième courrier, daté du 10 octobre, met en avant la question du logement, de l'emploi et du "respect de la communauté [...]". Le respect, c'est également être dignement représenté. Samir Benfarès, vous l'avez utilisé pour obtenir des voix, et d'ailleurs il n'assiste même plus aux conseils municipaux [...]. [Signé :] Les jeunes issus de l'immigration".

C'est d'une impossibilité dont semble témoigner cette chronique nanterrienne, celle de définir une forme de représentation susceptible d'unifier durablement des pratiques et des expériences essentiellement labiles, vécues principalement sous une forme qu'il faudrait décliner sur le mode de "la démerde" autant collective qu'individuelle. Militants maos ou communistes, animateurs sociaux ou éducateurs sont parvenus, un temps et dans des registres très différents, à faire exister et à mobiliser de "vraies bases". Les unes se sont délitées sous l'effet des transformations morphologiques des groupes sociaux et des espaces urbains, les autres ont servi la notabilisation de quelques responsables, rapidement marginalisés. Les associations nationales, pour leur part, ouvrant un autre espace de représentation ne pouvaient prétendre au-delà d'un éphémère enthousiasme, stabiliser et encadrer des populations avec des mots d'ordre et des préoccupations mal ajustées aux attentes composites et contradictoires des jeunes des banlieues. C'est dire que, suscités très largement de l'extérieur et à d'autres fins, les labels ne produisent que difficilement cette "communauté des beurs" ou de la "deuxième génération" tant apparaît problématique l'existence d'un "intérêt beur", unifié et partagé. On comprend bien aussi que les carrières municipales nanterriennes, si instables, des "beurs de service", des "beurs-alibi", des "beurs publics" ou des "beurs civiques" comme on aime et comme ils se résignent parfois à se nommer, ne rencontrent auprès des publics qu'on leur demande de représenter que contestations ; contestations désordonnées et probablement vouées à l'échec, tant elles ne peuvent emprunter les formes légitimes de l'action politique.

Fatiha Dazi-Heni

CERI-IEP Paris

Catherine Polac

Université Paris I et IEP Paris

Portraits

Djamel le businessman du raï

"J'ai quitté la scène associative, maintenant je suis dans le business à 100%".

Djamel est à la fois admiré et détesté pour la carrière rapide et brillante qu'il a effectuée au sein des associations locales et nationales. Il a réussi à imposer son autorité à ses pairs au point de se rendre indispensable. Il doit sa notoriété à sa présence dans de multiples réseaux. Ses adversaires le tiennent pour un imposteur dont les visées ont été purement stratégiques : "Lui, il est venu d'Algérie il y a dix ans, il n'a pas connu le transit. Il est arrivé à Nanterre, il a tout récupéré".

Originaire d'Oran, né à Oujda au Maroc pendant la guerre à laquelle participe son père, issu d'une famille modeste, Djamel poursuit ses études à la faculté de droit d'Oran. Il vient en France en 1974 en touriste. Il parachève sa formation en droit à la Sorbonne et s'inscrit en thèse. Parallèlement, il obtient des diplômes d'entraîneur sportif au Club athlétique d'Orsay, ville dans laquelle il réside. "J'ai toujours joué au foot. A Oran, je jouai avec l'Union sportive musulmane d'Oran et dans le Sporting club de Médini en division 1. Mon parti en Algérie, c'est le foot". Ses compétences sportives et le réseau de relations dont il dispose dans le milieu du football ont constitué une ressource et un faire-valoir permanents dans son action. "J'ai découvert la cité Gutenberg en 83 quand mon cousin qui avait un café à Nanterre m'a demandé de venir l'aider. Je l'ai découverte dans sa misère ; ce qui m'intéressait le plus c'était le foot et il n'y avait pas de créneau sportif à l'association Gutenberg. J'avais déjà des diplômes sportifs, les gens qui étaient là ne pouvaient que m'accepter, il y avait ma famille qui habitait là depuis le début, je ne pense pas que ma famille ait été pour quelque chose dans mon acceptation. C'est surtout une question de personnalité. Je suis le fondateur de l'association Chabab qui a tourné avec des gens extérieurs à la cité". Il parle avec nostalgie de cette association : "Chabab c'est mon enfant". Djamel a été évincé du poste de président lors de la réunion du Conseil d'administration en juin 1989.

Son passage par France-Plus, où il a accédé à un poste de responsabilité, a contribué à élargir son réseau de relations tout en lui donnant l'occasion de faire valoir des ressources antérieurement accumulées. "C'est un copain kabyle de Nanterre qui m'a présenté à Areski Dahmani au cours d'une balade. On a discuté, sachant que Chabab existe déjà et que l'objectif de France-Plus c'est d'avoir des associations représentatives un peu partout. J'ai décidé de faire partie de France-Plus". Vice-président de France-Plus, chargé de la culture, il a pris part à l'opération du Tour de France pour l'inscription sur les listes électorales. "J'étais chargé de la logistique et, dans ce domaine ce n'est ni Chabab ni France-Plus qui m'ont le plus aidé, c'est beaucoup plus le foot parce que j'avais beaucoup de relations avec les footballeurs, à Marseille, à Lyon... On a fait un tour de France extraordinaire d'ailleurs. France-Plus, en fait c'était Kabylie-Plus. J'ai quitté France-Plus. Pour Areski Dahmani, Nanterre c'était stratégique. Il voulait Nanterre, ville symbole de l'immigration".

"Mais par la suite, en 1988, on a créé Nanterre-Plus pour dire stop, on ne dépend plus de France-Plus. Nous sommes à Nanterre, et les réalités de Nanterre ne sont pas les réalités nationales de France-Plus. Nanterre-Plus existe toujours, on ne peut pas dire que ses activités soient débordantes. C'est à l'occasion, puisque ça a une fonction purement politique. J'ai appris qu'il y avait une antenne locale de France-Plus à Nanterre. Je n'ai encore rien vu. Nous, quand on a créé Nanterre-Plus, on a organisé un grand concert de raï au Palais des Congrès avec Cheb Sahraoui et Fadela, Cheb Mami et Rachid Bahri".

"Moi, je me suis carrément retiré de la vie associative, de Nanterre-Plus pas encore. C'est beaucoup plus le business qui m'intéresse que la vie associative, j'ai constaté après quatre ou cinq ans de vie associative que ce n'est pas grand-chose, si les jeunes veulent s'intégrer, ce n'est ni Chabab ni France-Plus qui vont les aider... Si, dans une certaine mesure le fait d'avoir vécu dans le milieu associatif donne des idées, des appuis, on fait des connaissances, on peut avoir des facilités. La vie associative n'est qu'un palliatif, ce n'est qu'un tremplin. Il faut qu'ils aient une formation, un travail, la vie associative, c'est du rigolo en fin de compte. On apprend à parler, on découvre un autre univers, on découvre surtout un univers de pauvres et d'assistés. Les jeunes croient que l'association est une vache à lait. Ils croient trouver un logement, du boulot, un avenir. Je ne critique pas, je ne dénigre pas... Cela ne m'empêche pas de flirter encore avec la vie associative".

Djamel s'est reconverti dans les affaires. "Au mois de février 1987, je suis parti à Oran avec la sélection de foot professionnel des Algériens en Europe dont je m'occupais. Il y avait deux heures de retard à Orly. J'ai vu Cheb Sahraoui et Fadela, on se connaissait depuis longtemps d'Oran, deux ou trois ans nous séparaient. En 1985, j'avais assisté au festival de raï à Oran, en 1986 à celui de la Vilette, j'étais dans la mouvance".

"Salut, ça va ? on a parlé de foot, on a abouti au raï, je leur ait dit : «Est-ce qu'il y a quelqu'un qui s'occupe de vous au niveau du management, est-ce que ça vous intéresse de travailler avec moi ?». C'est parti ! [...] Avec Cheb Sahraoui et Fadela on a fait une tournée aux Etats-Unis sur la côte-ouest de 21 concerts, c'était super, on a joué devant 8000 personnes à Los Angeles. Le raï navigue et vogue sur la côte-ouest, j'irai peut-être m'installer là-bas".

(Entretien, 24 septembre 1989)

"Le bluff de Saïd Zamoun"

"Saïd Zamoun fait peur : si j'avais été au conseil municipal ils auraient tous tremblé".

La famille Zamoun, originaire de Tizi Ouzou en Kabylie a émigré dans les années cinquante en France pour se retrouver au bidonville de la Folie, lieu de naissance de Saïd, puis a été relogée à Suresnes où le père de Saïd est employé municipal. Comme beaucoup de jeunes des bidonvilles ou du transit, il ne va pas au delà de la quatrième au lycée et entre comme manœuvre à la mairie socialiste de Suresnes après la mort de son père. C'est là qu'il s'est initié à la politique. Il commence par militer au sein des clubs Léo Lagrange où il obtient son BAFA et adhère au PS. Il comprend qu'être beur peut constituer une ressource dans l'action et s'engage dans le mouvement en faveur des droits civiques : "Ce n'est ni France-Plus ni

d'autres associations mais des gens comme moi, même si je suis autodidacte, qui ont pris conscience qu'il fallait voter et qui ont lancé l'initiative pour les droits civiques". Il s'éloigne du PS qui ne lui offre pas de retributions matérielles et symboliques à la hauteur de ses espérances et se rallie aux écologistes pour les régionales de 1986 auxquels il promet d'apporter les voix de "la communauté". "J'ai été le premier beur à me présenter sur une liste écolo, après je suis retourné au PS. Si j'étais resté avec les verts j'aurais pu être député européen".

Zamoun fait preuve d'un engouement démesuré pour l'activité politique qui s'avère inséparable de la représentation, dans son utilisation comme métaphore théatrale et de l'art de la mise en scène. Il multiplie les déclarations fracassantes devant la presse qu'il utilisera avec talent grâce à son sens du jeu médiatique lorsqu'il annoncera sa candidature pour les élections régionales de 1986. "J'ai tenu une conférence de presse en lançant l'idée que je présentais sur ma liste Coluche afin de faire parler de moi, de leur vendre ma salade, de leur expliquer pourquoi je me présentais sur une liste autonome. J'ai été l'invité du journal de 13h d'Yves Mourousi. J'ai eu droit à des articles dans *Le Monde*, *Libé*, *Actuel*". Le bluff de Zamoun¹ en a déconcerté plus d'un, les dirigeants PS des Hauts de Seine en particulier, qui croyaient avoir trouvé en lui le "beur idéal", puis l'ont écarté lors des municipales de 1989 au profit de Latifa Ferhat qui "ne représente rien" selon Zamoun. Celui-ci ajoute à ce propos : "De toutes façons, l'un des grands perdants au niveau des élus c'est moi, au niveau du PS et des associations, le grand perdant c'est moi. J'ai quitté le PS le 13 mars 1989. S'il y a deux élus maghrébins sur Nanterre, ils peuvent me dire merci car c'est moi le premier qui ai engagé la lutte pour les droits civiques à Nanterre. Je revendique 1300 inscriptions sur les listes électorales dans le cadre de l'action Nanterre 2000. J'y reviendrai à la politique".

Il accède au militantisme associatif local en occupant des positions marginales : il est d'abord adhérent de l'association Chabab où il joue au foot pendant deux saisons ; en 1985, il crée à Suresnes l'association Solidarité des Jeunes Maghrébins Français qui deviendra Nanterre 2000 lors de sa venue dans cette ville en 1987. Sa notoriété locale est liée à son passage par SOS-Racisme et France-Plus.

"Personne ne connaît mieux que moi le milieu associatif, je connais tout le monde : j'ai participé en 1983 à la marche pour Toumi puis à Convergences 84. Dès le début, j'ai milité à France-Plus dont je suis l'un des plus vieux militants bien que je n'y occupe aucune responsabilité. J'ai également milité à SOS-Racisme qui n'a d'ailleurs pas été créé à Villetaneuse mais à Nanterre lors du Conseil régional d'Ile-de-France du mouvement de la jeunesse socialiste, moi j'étais au centre de SOS-Racisme".

Zamoun, "fou dangereux" pour les uns, "bluffeur à la tchache qui n'en finit plus" pour les autres, ou encore frustré par la faiblesse de son capital culturel, continue d'entretenir son image de marque destinée à la postérité ainsi que son irremplaçable press-book.

(Entretien, 18 mai 1990)

1. Cf. "Le bluff de Saïd Zamoun", *Bulletin de l'Agence IM'média* ("Les beurs face aux urnes"), n°3, printemps 1986, pp. 5-6.